

PRÉFET DU CHER

PRÉFECTURE
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL
Service de coordination des politiques publiques
Section coordination des ICPE

**Arrêté préfectoral n° 2020-0496 du 20 mai 2020
mettant en demeure la société IZT de respecter les dispositions de l'arrêté n° 2006.1.098 du 18 janvier
2006 pour le site qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Saint-Amand Montrond**

Le préfet du Cher
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 L. 514-5 et R. 515-71 ;

Vu la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 modifiée, notamment son article 4 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 27 décembre 2018 du président de la république portant nomination de Mme Régine LEDUC, secrétaire générale de la préfecture du Cher ;

Vu le décret du 5 février 2020 du président de la république portant nomination de M. Jean-Christophe BOUVIER, préfet du Cher ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2564 (nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques) ou de la rubrique n° 2565 (revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2006.1.098 du 18 janvier 2006 modifié autorisant l'exploitation d'une installation de traitement de surface et d'une fonderie situées à Saint-Amand-Montrond, 3, rue Sarraut ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2020-123 du 20 février 2020 accordant délégation de signature à Mme Régine LEDUC, secrétaire générale de la préfecture du Cher, sous-préfète de l'arrondissement de Bourges ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 30 janvier 2020 établi à la suite de la visite d'inspection du 7 novembre 2019 et transmis à l'exploitant par courrier en date du 30 janvier 2020 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu le courrier de réponse de l'exploitant référencé GB/NB/070 220 du 7 février 2020 au rapport susvisé ;

Vu le courrier recommandé avec accusé de réception du 7 février 2020 informant l'exploitant des constats relevés, des sanctions encourues dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du courrier susvisé ;

Considérant que lors de la visite du 7 novembre 2019, l'inspecteur de l'environnement a constaté que les émissions atmosphériques de tous les bains de la chaîne de traitement manuelle ne sont pas captées au mieux et ne sont pas rejetées, ce qui constitue une non-conformité à l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral n° 2006.1.098 du 18 janvier 2006 susvisé ;

Considérant que ce manquement ne permet pas d'assurer une bonne diffusion des rejets à l'atmosphère et de mettre en place des dispositions de surveillance et de traitement adaptées ;

Considérant que lors de la visite du 7 novembre 2019, l'inspecteur de l'environnement a constaté que la valeur limite d'émission en concentration en alcalins au conduit n° 7 (fonderie) n'est pas respectée, ce qui constitue une non-conformité à l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral n° 2006.1.098 du 18 janvier 2006 susvisé ;

Considérant que ce manquement conduit à une pollution atmosphérique ;

Considérant que lors de la visite du 7 novembre 2019, l'inspecteur de l'environnement a constaté que le local de stockage des déchets d'exploitation n'est pas équipé d'un dispositif de rétention, ce qui constitue une non-conformité à l'article 5.1.2 de l'arrêté préfectoral n° 2006.1.098 du 18 janvier 2006 susvisé ;

Considérant que ce manquement ne permettrait pas de prévenir une pollution des rejets en cas d'épandage significatif de produits dangereux ou de déchets liquides dans le local de stockage ;

Considérant que lors de la visite du 7 novembre 2019, l'inspecteur de l'environnement a constaté que le détecteur de niveau de la cuve de dégraissage de la chaîne de traitement manuelle n'est pas opérationnel, ce qui constitue une non-conformité à l'article 7.5.5 de l'arrêté préfectoral n° 2006.1.098 du 18 janvier 2006 susvisé ;

Considérant que ce manquement ne permet pas de mettre en sécurité les installations en cas de baisse de niveau du bain de traitement et ne permet pas d'alarmer le personnel ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société IZT de respecter les dispositions des articles 3.2.3, 3.2.4, 5.1.2 et 7.5.5 de l'arrêté préfectoral n° 2006.1.098 du 18 janvier 2006 susvisé afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture du Cher,

ARRÊTE

Article 1

La société IZT, dont le siège social est situé 3 rue Sarrault – 18 200 Saint-Amand Montrond, est mise en demeure, pour les installations qu'elle exploite à cette même adresse, de respecter les dispositions :

- de l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral n° 2006.1.098 du 18 janvier 2006 en captant les émissions atmosphériques de tous les bains de la chaîne de traitement manuelle et en raccordant les systèmes de captage aux dispositifs de rejet à l'atmosphère dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- de l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral n° 2006.1.098 du 18 janvier 2006 mettant en œuvre des actions correctives et en montrant l'efficacité de ces actions en effectuant des mesures de pollution par un organisme spécialisé montrant le respect de la valeur limite d'émission de 10 mg/Nm³ en alcalins en sortie à l'atmosphère du conduit n°7 (fonderie) dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- de l'article 5.1.2 de l'arrêté préfectoral n° 2006.1.098 du 18 janvier 2006 en aménageant un dispositif de récupération des éventuels liquides épandus dans le local de stockage des déchets d'exploitation dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté ;

- de l'article 7.5.5 de l'arrêté préfectoral n° 2006.1.098 du 18 janvier 2006 en rendant opérationnel le détecteur de niveau de la cuve de dégraissage de la chaîne de traitement manuelle dans un délai de 7 jours à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L.171-7 du code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du même code.

Article 3

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois (*) à compter de sa notification :

- soit d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif – 28, rue de la Bretonnerie – 45057 Orléans Cedex 01.

- par le demandeur ou exploitant, dans un délai de deux mois (*) à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr.

- soit d'un recours gracieux adressé à M. le Préfet du Cher – Place Marcel Plaisant – CS 60022 – 18020 Bourges Cedex ;

- soit d'un recours hiérarchique adressé à Mme la ministre de la transition écologique solidaire – Hôtel de Roquelaure – 246 boulevard Saint-Germain – 75 007 PARIS

Après un recours administratif, le recours contentieux devra intervenir dans les deux mois suivant la décision explicite ou implicite de l'administration.

() Le délai maximal est de deux mois suivant l'expiration d'un délai d'un mois à compter de la date de cessation de l'état d'urgence sanitaire déclaré par l'article 4 de la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 modifiée.*

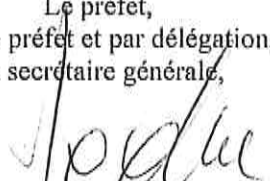
Article 4

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Cher pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5

La secrétaire générale de la préfecture du Cher, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre-Val de Loire et l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée ainsi qu'à l'exploitant, au maire de Saint-Amand Montrond et à la sous-préfète de Saint-Amand Montrond.

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale,


Régine LEDUC

